



CHAPITRE 72

CHAPTER 72

Loi du ministère des institutions financières, compagnies et coopératives

Financial Institutions, Companies and Cooperatives Department Act

[Sanctionnée le 12 août 1967]

[Assented to 12th August 1967]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Devoirs
du
ministre.

1. Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, désigné dans la présente loi sous le nom de « ministre », est chargé de la direction et de l'administration du ministère des institutions financières, compagnies et coopératives.

1. The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, in this act called "the Minister", shall have charge of the management and administration of the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

Duties of
Minister.

Idem.

2. Le ministre est chargé de l'application des lois concernant la constitution, le fonctionnement, l'inspection et la liquidation des institutions financières, des compagnies et des coopératives faisant affaires dans la province ainsi que des lois concernant le commerce des valeurs mobilières, le courtage immobilier et la réception des dépôts.

2. The Minister shall have charge of the carrying out of the laws respecting the incorporation, operation, inspection and winding-up of financial institutions, companies and cooperatives doing business in the Province, and of the laws respecting trading in securities, real estate brokerage and the receipt of deposits.

Idem.

Pouvoirs
d'enquête.

3. Le ministre peut, en outre des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de chaque loi qu'il est chargé d'appliquer, de son chef ou à la suite d'une plainte, faire toute enquête, interroger toute personne, exiger tout renseignement, examiner tout document ou pièce, afin de se rendre compte si un acte frauduleux ou une infraction à la présente loi ou à toute autre loi qu'il est chargé d'appliquer a été commise ou est sur le point de l'être.

3. In addition to the powers conferred upon him under each act that he is required to carry out, the Minister, on his own initiative or following a complaint, may make any inquiry, question any person, require any information, examine any document or writing in order to ascertain if a fraudulent act or an offence against this act or any other act that he is required to carry out has been or is about to be committed.

Powers
of inquiry.

Autorisa-
tion.

Il peut aussi autoriser, par écrit, toute personne à faire pour lui de telles enquêtes.

He may also authorize in writing any person to make such inquiries for him.

Author-
ization.

Disposi-
tions
applica-
bles.

4. Le premier alinéa de l'article 6 et les articles 9, 10, 11, 12 et 13 de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11) s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux enquêtes faites en vertu de l'article 3.

4. The first paragraph of section 6 and sections 9, 10, 11, 12 and 13 of the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11) shall apply, *mutatis mutandis*, to inquiries made under section 3. <sup>Provi-
sions to
apply.</sup>

Serment.

Toute personne autorisée par le ministre à faire ces enquêtes doit, avant d'agir, prêter devant un juge de la Cour provinciale le serment prévu par ladite loi, *mutatis mutandis*.

Any person authorized by the Minister to make such inquiries must, before acting, take before a judge of the Provincial Court the oath prescribed by the said act, *mutatis mutandis*. ^{Oath.}

Saisie
autorisée.

5. Si, au cours d'une enquête, il paraît au ministre qu'une infraction a été commise, à l'encontre de la présente loi ou d'une autre loi qu'il est chargé d'appliquer, il peut saisir et emporter tout registre, livre, compte, pièce justificative, lettre, télégramme et autre document, et les garder jusqu'à ce qu'ils aient été produits dans des procédures judiciaires.

5. If, in the course of an inquiry, it appears to the Minister that an offence has been committed against this or another act that he is required to carry out, he may seize and remove any record, book, account, voucher, letter, telegram or other document and keep them until they are produced in any judicial proceedings. <sup>Seizure
author-
ized.</sup>

Force
probante.

Tout livre, registre ou autre document qui a fait l'objet d'un examen par le ministre ou dont le ministre a pris possession ou qui lui a été produit peut être copié ou photographié et toute copie ou photographie de ce livre, registre ou document, certifiée par le ministre comme étant une copie ou une photographie de l'original, est admissible en preuve et a la même force probante que l'original.

Any book, record or other document which has been the object of an examination by the Minister or taken into possession by or produced to him may be copied or photographed and any copy or photograph of such book, record or document, certified by the Minister as being a copy or photograph of the original, is admissible in evidence and has the same probative force as the original. ^{Proof.}

Pouvoirs.

Le ministre peut autoriser, par écrit, toute personne à exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par le présent article.

The Minister may authorize in writing any person to exercise the powers conferred upon him by this section. ^{Powers.}

Accords.

6. Le ministre peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure des accords avec tout gouvernement ou organisme gouvernemental dans le but de favoriser l'application de la présente loi.

6. With the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, the Minister may make agreements with any government or governmental organization to promote the carrying out of this act. <sup>Agree-
ments.</sup>

Rapport.

7. Le ministre doit, dans les trente jours de l'ouverture de chaque session, soumettre à la Législature un rapport de son activité durant la précédente année financière.

7. Within thirty days of the opening of each session, the Minister shall make to the Legislature a return of his activities during the preceding fiscal year. ^{Return.}

Sous-
ministre
et associé.

8. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, ci-après désigné sous le nom de « sous-ministre » et au moins un sous-ministre associé.

8. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a deputy minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, hereinafter called the "deputy minister" and at least one associate deputy minister. <sup>Deputy
minister
and
associate.</sup>

Devoirs
du sous-
ministre.

9. Sous la direction du ministre, le sous-ministre a la surveillance des autres fonctionnaires et employés du ministère, il en administre les affaires courantes et exerce les autres pouvoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Il possède les pouvoirs conférés au ministre par les articles 3, 4 et 5.

Id., asso-
ciés.

Sous l'autorité du ministre et du sous-ministre et en tenant compte de la coordination établie dans le ministère, l'un des sous-ministres associés a la responsabilité de l'application des lois concernant la constitution, le fonctionnement, l'inspection et la liquidation des coopératives faisant affaires dans la province.

Pouvoirs.

Les sous-ministres associés exercent en outre les pouvoirs du sous-ministre dans les sphères que détermine le ministre.

Ordres du
sous-
ministre.

10. Les ordres du sous-ministre doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre; son autorité est celle du chef de ministère et sa signature officielle donne force et autorité à tout document du ressort du ministère.

Personnel.

11. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme aussi conformément à la Loi de la fonction publique tous autres fonctionnaires et employés nécessaires à la bonne administration du ministère.

Devoirs.

12. Les devoirs respectifs des fonctionnaires et employés du ministère non expressément définis par la loi ou par le lieutenant-gouverneur en conseil sont déterminés par le ministre.

Informa-
tion con-
fidentielle.

13. Aucune personne employée au service de Sa Majesté, ou autorisée par le ministre à faire une enquête prévue à l'article 3, ne doit communiquer ou permettre que soit communiquée à qui que ce soit autre qu'une personne autorisée, généralement ou spécifiquement, par le ministre lui-même, une information obtenue en vertu des dispositions de la présente loi, ni permettre à une personne non ainsi

Duties of
deputy
minister.

9. Under the direction of the Minister, the deputy minister shall supervise the other functionaries and employees of the department and administer the day-to-day business thereof and exercise such other powers as are assigned to him by the Lieutenant-Governor in Council. He shall have the powers conferred on the Minister by sections 3, 4 and 5.

Id.,
associates.

Under the authority of the Minister and the deputy minister, and having regard to the coordination established in the department, one of the associate deputy ministers shall be responsible for the carrying out of laws respecting the incorporation, operation, inspection and winding-up of the cooperatives doing business in the Province.

Powers.

The associate deputy ministers shall also exercise the powers of the deputy minister in such classes of matters as the Minister determines.

Orders of
deputy
minister.

10. The orders of the deputy minister shall be carried out in the same manner as those of the Minister; his authority shall be that of a head of a department and his official signature shall give force and authority to any document within the competence of the department.

Personnel.

11. The Lieutenant-Governor in Council shall also appoint, in accordance with the Civil Service Act, all other functionaries and employees necessary for the proper administration of the department.

Duties.

12. The respective duties of the functionaries and employees of the department not expressly defined by law or by the Lieutenant-Governor in Council shall be determined by the Minister.

Confiden-
tial infor-
mation.

13. No person employed in the service of Her Majesty, or authorized by the Minister to make an inquiry contemplated in section 3, shall communicate to anyone whomsoever other than a person generally or specially authorized by the Minister himself any information obtained under the provisions of this act, or allow any person not authorized in the same manner to inspect or have access to any statement

autorisée d'examiner un état fourni en vertu des dispositions de la présente loi ou d'en prendre connaissance.

Peine pour infraction.

Toute personne qui contrevient à quelque une des dispositions du présent article est passible d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus deux cents dollars, en sus des frais, et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement d'un mois à trois mois.

or return furnished under the provisions of this act.

Any person violating any of the provisions of this section shall be liable to a fine of not less than twenty-five dollars and of not more than two hundred dollars, and costs, and, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for one to three months.

Penalty for offence.

Signature. 14. Nul acte, contrat, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui ou par le sous-ministre.

Signature. 14. No deed, contract, document or writing shall bind the department or be attributed to the Minister unless it is signed by him or by the deputy minister.

Copies certifiées authentiques.

15. Toute copie d'un document faisant partie des archives du ministère, certifiée conforme par le ministre ou le sous-ministre, est authentique et a la même valeur que l'original.

15. Any copy of a document forming part of the records of the department, certified true by the Minister or the deputy minister, shall be authentic and shall have the same force as the original.

Certified copies authentic.

Auditeur. 16. Rien dans la présente loi ne doit porter atteinte aux droits et pouvoirs de l'auditeur de la province de Québec.

16. Nothing in this act shall affect the rights and powers of the auditor of the Province of Quebec.

Auditor.

S.R., c. 9, a. 4, mod. 17. L'article 4 de la Loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1964, chapitre 9) est modifié en ajoutant, après le paragraphe 20°, le suivant:

« 21° Un ministre des institutions financières, compagnies et coopératives. »

17. Section 4 of the Executive Power Act (Revised Statutes, 1964, chapter 9) is amended by adding, after paragraph 20, the following:

“(21) A Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.”

R.S., c. 9, s. 4, am.

Id., c. 15, a. 1, mod. 18. L'article 1 de la Loi des ministères (Statuts refondus, 1964, chapitre 15) est modifié en ajoutant, après le paragraphe 20°, le suivant:

« 21° Le ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, dirigé par le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives. »

18. Section 1 of the Government Departments Act (Revised Statutes, 1964, chapter 15) is amended by adding, after paragraph 20, the following:

“(21) The Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, presided over by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.”

Id., c. 15, s. 1, am.

Id., c. 54, a. 3, mod. 19. L'article 3 de la Loi du secrétariat (Statuts refondus, 1964, chapitre 54) est modifié en remplaçant le paragraphe 7° par le suivant:

« 7° Il est chargé de surveiller l'administration ou l'exécution des lois concernant toutes corporations sur lesquelles une juridiction lui est accordée en vertu de quelque disposition législative; ».

19. Section 3 of the Provincial Secretary's Department Act (Revised Statutes, 1964, chapter 54) is amended by replacing paragraph 7 by the following:

“(7) He superintends the administration or the execution of the laws respecting all corporations over which jurisdiction is assigned to him by virtue of any legislative provision;”.

Id., c. 54, s. 3, am.

S.R., c. 54, a. 5, mod. 20. L'article 5 de ladite loi est modifié en insérant, dans la troisième ligne,

20. Section 5 of the said act is amended by inserting, after the word

R.S., c. 54, s. 5, am.

après le mot « publiques », les mots : « et les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires relatives aux compagnies ou autres corporations ».

S.R., c. 64,
a. 3, mod.

21. L'article 3 de la Loi du ministère des finances (Statuts refondus, 1964, chapitre 64) est modifié en retranchant le paragraphe 4°.

Id., c. 272,
a. 20, aj.

22. La Loi des déclarations des compagnies et sociétés (Statuts refondus, 1964, chapitre 272) est modifiée en ajoutant, après l'article 19, ce qui suit :

"lands" in the third line, the words "and the letters patent or supplementary letters patent respecting companies or other corporations"

21. Section 3 of the Finance Department Act (Revised Statutes, 1964, chapter 64) is amended by striking out paragraph 4.

22. The Companies and Partnerships Declaration Act (Revised Statutes, 1964, chapter 272) is amended by adding after section 19 the following :

« SECTION V

« DU MINISTRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES,
COMPAGNIES ET COOPÉRATIVES

Copie de
document
au minis-
tre.

« **20.** Tout protonotaire est tenu de transmettre au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, dans les trente jours qui suivent l'expiration de chaque mois, une copie de tout document reçu en vertu de la présente loi. »

Interpré-
tation.

23. Dans les lois qui sont mentionnées ci-après ainsi que dans toute proclamation, tout arrêté en conseil, contrat ou document qui se rapporte à ces lois, lorsqu'il s'agit des matières visées à l'article 2, les expressions « secrétaire de la province », « ministre des finances », « ministre de l'agriculture et de la colonisation » et « ministre des travaux publics » désignent le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, les expressions « secrétariat de la province », « ministère des finances », « ministère de l'agriculture et de la colonisation » et « ministère des travaux publics » désignent le ministère des institutions financières, compagnies et coopératives et les expressions « sous-secrétaire de la province », « sous-ministre des finances », « sous-ministre de l'agriculture et de la colonisation » et « sous-ministre des travaux publics » désignent le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.

Lois
visées.

Les lois visées au premier alinéa sont les suivantes :

"DIVISION V

"MINISTER OF FINANCIAL INSTITUTIONS, COMPANIES AND COOPERATIVES

« **20.** Every prothonotary shall send to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, within thirty days after the end of each month, a copy of every document received under this act. »

Copy of
document
to
Minister.

23. In the acts hereinafter mentioned and in any proclamation, order in council, contract or document relating to such acts, when the matters contemplated in section 2 are concerned, the expressions "Provincial Secretary", "Minister of Finance", "Minister of Agriculture and Colonization" and "Minister of Public Works" mean the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the expressions "Department of the Provincial Secretary", "Department of Finance", "Department of Agriculture and Colonization" and "Department of Public Works" mean the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives and the expressions "assistant provincial secretary", "deputy minister of finance", "deputy minister of agriculture and colonization" and "deputy minister of public works" mean the deputy minister of financial institutions, companies and cooperatives.

Interpre-
tation.

The acts referred to in the first paragraph are the following :

Acts
referred
to.

la Loi des sociétés coopératives agricoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 124),

la Loi du courtage immobilier (Statuts refondus, 1964, chapitre 267),

la Loi des agents de réclamations (Statuts refondus, 1964, chapitre 269),

la Loi des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 271),

la Loi des renseignements sur les compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 273),

la Loi des valeurs mobilières (Statuts refondus, 1964, chapitre 274),

la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (Statuts refondus, 1964, chapitre 275),

la Loi de la mainmorte (Statuts refondus, 1964, chapitre 276),

la Loi de la liquidation des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 281),

la Loi des compagnies étrangères (Statuts refondus, 1964, chapitre 282),

la Loi des compagnies minières (Statuts refondus, 1964, chapitre 283),

la Loi des sociétés d'exploration minière (Statuts refondus, 1964, chapitre 284),

la Loi des compagnies de gaz, d'eau et d'électricité (Statuts refondus, 1964, chapitre 285),

la Loi des compagnies de télégraphe et de téléphone (Statuts refondus, 1964, chapitre 286),

la Loi des compagnies de fidéicommissaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 287),

la Loi des compagnies de garantie (Statuts refondus, 1964, chapitre 288),

la Loi des sociétés de prêts et de placements (Statuts refondus, 1964, chapitre 289),

la Loi des chemins de fer (Statuts refondus, 1964, chapitre 290),

la Loi des associations coopératives (Statuts refondus, 1964, chapitre 292),

la Loi des caisses d'épargne et de crédit (Statuts refondus, 1964, chapitre 293),

la Loi des syndicats coopératifs (Statuts refondus, 1964, chapitre 294),

la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295),

la Loi des compagnies diocésaines d'assurance mutuelle (Statuts refondus, 1964, chapitre 297), et

la Loi de l'assurance-dépôts du Québec (15-16 Elizabeth II, chapitre 73).

the Cooperative Agricultural Associations Act (Revised Statutes, 1964, chapter 124),

the Real Estate Brokerage Act (Revised Statutes, 1964, chapter 267),

the Claims Adjusters Act (Revised Statutes, 1964, chapter 269),

the Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 271),

the Companies Information Act (Revised Statutes, 1964, chapter 273),

the Securities Act (Revised Statutes, 1964, chapter 274),

the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 275),

the Mortmain Act (Revised Statutes, 1964, chapter 276),

the Winding-up Act (Revised Statutes, 1964, chapter 281),

the Extra-Provincial Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 282),

the Mining Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 283),

the Mineral Exploration Partnerships Act (Revised Statutes, 1964, chapter 284),

the Gas, Water and Electricity Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 285),

the Telegraph and Telephone Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 286),

the Trust Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 287),

the Guarantee Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 288),

the Loan and Investment Societies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 289),

the Railway Act (Revised Statutes, 1964, chapter 290),

the Cooperative Associations Act (Revised Statutes, 1964, chapter 292),

the Savings and Credit Unions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 293),

the Cooperative Syndicates Act (Revised Statutes, 1964, chapter 294),

the Insurance Act (Revised Statutes, 1964, chapter 295),

the Diocesan Mutual Insurance Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 297), and

The Quebec Deposit Insurance Act (15-16 Elizabeth II, chapter 73).

Transfert
de crédits.

24. Les crédits votés au secrétariat de la province, au ministère des finances, au ministère de l'agriculture et de la colonisation et au ministère des travaux publics pour l'application des lois visées à l'article 23 sont transférés au ministère des institutions financières, compagnies et coopératives selon que le Conseil de la trésorerie le jugera à propos. Les autres sommes requises pour la mise en application de la présente loi au cours de l'année financière 1967-1968 sont prises à même le fonds consolidé du revenu.

24. The appropriations voted for the Department of the Provincial Secretary, the Department of Finance, the Department of Agriculture and Colonization and the Department of Public Works for the carrying out of the acts referred to in section 23 are transferred to the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives according as the Treasury Board deems expedient. The other sums required for the carrying out of this act in the fiscal year 1967-1968 shall be taken out of the consolidated revenue fund.

Entrée en
vigueur.

25. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

25. This act shall come into force on a date to be fixed by proclamation by the Lieutenant-Governor in Council.